

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

Maitre d'ouvrage

SYNDICAT D'ASSAINISSEMENT DE LA COTE DE NACRE

Mairie

5 rue de l'Eglise

14 440 DOUVRES LA DELIVRANDE



Marché public : Consultation selon la procédure adaptée

OBJET DU MARCHE DE TRAVAUX

Réhabilitation de réseaux EU

Programme 2022-2023

BERNIERES – CRESSERONS – ST AUBIN

Relance à la suite d'une procédure infructueuse

0 - Règlement de la Consultation

Maitrise d'œuvre



DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :

Vendredi 15 décembre 2023 à 12h00

SOMMAIRE

1	Objet et étendue de la consultation	3
1.1	Objet	3
1.2	Mode de passation	3
1.3	Type et forme de contrat	3
1.4	Nomenclature communautaire pertinente.....	3
1.5	Décomposition de la consultation.....	3
2	Conditions de la consultation.....	4
2.1	Délai de validité des offres.....	4
2.2	Forme juridique du groupement	4
2.3	Variantes	4
2.4	Prestations complémentaires	4
3	Les intervenants.....	5
3.1	Maîtrise d'œuvre	5
3.2	Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier	5
3.3	Contrôle technique	5
3.4	Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	5
3.5	Contrôle externe des travaux d'assainissement	5
4	Conditions relatives au contrat	6
4.1	Durée du contrat ou délai d'exécution	6
4.2	Modalités essentielles de financement et de paiement.....	6
5	Dossier de consultation.....	7
5.1	Contenu du dossier de consultation	7
5.2	Retrait du dossier de consultation	7
5.3	Modifications du dossier de consultation.....	7
6	Présentation des candidatures et des offres.....	8
6.1	Documents à produire	8
7	Conditions d'envoi ou de remise des plis	10
8	Examen des candidatures et des offres	11
8.1	Sélection des candidatures	11
8.2	Attribution des marchés	11
8.3	Suite à donner à la consultation.....	12
9	Renseignements complémentaires	14
9.1	Adresses supplémentaires et points de contact	14
9.2	Procédures de recours	14

1 OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

1.1 Objet

La présente consultation concerne la Réalisation du programme du programme de travaux 2022-2023 du Syndicat d'assainissement de la Cote de Nacre.

Les travaux comprennent :

- Le remplacement à neuf de réseaux existants et la reprise de branchements d'eaux usées,
- La création de réseaux gravitaires d'eaux usées,
- Des interventions ponctuelles de réhabilitation d'existant (réparation par ouverture, regards, ...),
- La création d'un traitement à l'air sur un poste de refoulement.

1.2 Mode de passation

La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

Cette procédure est une relance après un procédure adaptée déclarée infructueuse.

1.3 Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

1.4 Nomenclature communautaire pertinente

Nomenclature CPV : 45232410 (Travaux d'assainissement)

Nomenclature CPV : 45232411-6 (Travaux de construction de canalisations d'eaux usées)

Nomenclature CPV : 39350000-0 (Equipement de réseau d'assainissement)

1.5 Décomposition de la consultation

Le marché est composé d'un lot unique.

Le marché comprend une tranche ferme et une tranche optionnelle :

- Tranche ferme : Travaux d'assainissement
- Tranche conditionnelle : Retrait de la conduite en amiante ciment à Saint Aubin sur Mer

2 CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 4 mois à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 Forme juridique du groupement

Si un lot du marché est attribué à un groupement conjoint, le mandataire conjoint sera solidaire de chacun des membres du groupement. Si le groupement a une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du maître de l'ouvrage.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

2.3 Variantes

Les candidats doivent obligatoirement remettre une offre conforme en tous points à la solution de base décrite au DCE.

La consultation ne comprend pas de variante obligatoire.

Les variantes libres sont interdites.

2.4 Prestations complémentaires

Les candidats doivent impérativement apporter une réponse technique et économique aux prestations complémentaires imposées présentées ou demandées au C.C.T.P.

Chaque candidat est libre de présenter des prestations complémentaires pour autant que les objectifs du C.C.T.P. soient strictement respectés, et que les garanties apportées par l'Entreprise soient au minimum celles apportées pour la solution de base.

Ces prestations complémentaires doivent permettre une amélioration qualitative de la prestation en réalisation ou en exploitation.

3 LES INTERVENANTS

3.1 Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

SA2E Ingénieurs Conseils
26, basse rue
14 112 BIEVILLE-BEUVILLE

Missions : EP/AVP/PRO/ACT/VISA/DET/OPC/AOR

3.2 Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par le maître d'œuvre.

3.3 Contrôle technique

Aucun contrôle technique n'est prévu pour cette opération.

3.4 Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau III sera assurée par :

QUALICONSLT

3.5 Contrôle externe des travaux d'assainissement

SATER

4 CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT

4.1 Durée du contrat ou délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est fixé à l'Acte d'Engagement et ne peut en aucun cas être modifié.

Le calendrier prévisionnel d'exécution visé au CCAP est fourni en annexe de ce document.

4.2 Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

5 DOSSIER DE CONSULTATION

5.1 Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le détail quantitatif estimatif (DQE)
- Les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) et leurs annexes
- Annexes
 - Etude géotechnique : mission G2 AVP
 - Diagnostic Amiante/HAP
 - Réponses aux DT
- Le dossier de plans établis par le maître d'œuvre

5.2 Retrait du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises est disponible gratuitement à l'adresse électronique suivante : <https://www.coindesarhis.com/>

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

5.3 Modifications du dossier de consultation

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le maître d'ouvrage des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever de réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.
Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

6.1.1 *Pièces de la candidature*

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés
Lettre de candidature DC1, conforme au document du Ministère des Finances (site Internet : http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat)
Déclaration du candidat DC2, conforme au document du Ministère des Finances (site Internet : http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat)
Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles
Preuve d'une assurance pour les risques professionnels

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)
Certificats de qualification de l'entreprise, Identification TP, qualifications FNTP correspondantes en cours de validité
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur.

En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

6.1.2 Pièces de l'offre

Libellés
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
Le bordereau des prix unitaires (BPU)
Le détail quantitatif estimatif (DQE)
Mémoire Technique (MT) - 30 pages maximum

Les mémoires techniques seront simples, clairs, compréhensibles et limités aux informations et indications concernant l'opération et permettant de juger de la qualité de l'offre et des prestations proposées.

Les mémoires sont l'unique base de la notation des critères techniques ; ils doivent donc renseigner en particulier les points développés dans le chapitre « Critères de jugement des offres ».

Les Mémoires Techniques complets comporteront au maximum 30 pages (hors documentation matériaux et matériel -UNIQUEMENT)

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

7 CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

La transmission des documents est effectuée uniquement par voie électronique sur le profil d'acheteur du maître d'ouvrage, à l'adresse URL suivante : <https://www.coindesarhis.com/>

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une **copie de sauvegarde** transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

SYNDICAT D'ASSAINISSEMENT DE LA COTE DE NACRE
Mairie de Douvres la Délivrande
5 rue de l'église
14 440 DOUVRES LA DELIVRANDE

Les documents devront être transmis dans des formats largement disponibles (PDF, WORD, EXCEL).

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue pourra être transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Les soumissionnaires devront tenir compte des indications suivantes, afin de garantir au mieux le bon déroulement de la procédure dématérialisée. Il est recommandé aux candidats de ne pas transmettre leur offre en « dernière minute » et de s'être assurés par un test préalable qu'ils maîtrisent bien le mode de fonctionnement de la plateforme.

Ce n'est pas la date de scellement de l'enveloppe qui est prise en compte dans les délais mais l'arrivée du pli après téléchargement sur la plateforme. (Exemple : si le fichier pèse 30 Mo, cela peut prendre jusqu'à 30 minutes ou plus en fonction du débit de la connexion internet.).

8 EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

8.1 Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

Lors de l'ouverture, conformément au *Code de la Commande Publique* ne sont pas admises, les candidatures et offres du marché :

- Qui ne sont pas recevables en application du *Code de la Commande Publique*,
- ou qui sont incomplètes,
- ou qui ne présentent pas les garanties techniques et financières suffisantes.

8.2 Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1 – Prix des prestations	40
2 – Valeur technique	60
2.1 – Moyens humains et matériels spécifiques	10
2.2 – Provenance des fournitures et matériaux avec <u>les références exactes des fournisseurs</u> et les fiches techniques correspondantes	10
2.3 – Méthodologie et techniques mises en œuvre pour la préparation et l'exécution des travaux (terrassements, postes de refoulement, ...)	12
2.4 – Planning prévisionnel avec phasage du chantier, cohérent avec le délai proposé à l'Acte d'Engagement	10
2.5 – Présentation de la gestion des déchets, du système qualité, de la protection de l'environnement, de la réduction des nuisances et du système hygiène et sécurité	8
2.6 – Proposition de valorisation technique du chantier, Points particuliers ou spécificités apportés par l'entreprise permettant d'améliorer la qualité de la réalisation et/ou de l'exploitation	10

Le jugement du critère « prix des prestations » tiendra compte des écarts de prix avec l'offre la moins disante. L'offre la moins disante obtiendra la note maximale et la note des autres candidats sera obtenue par application de la formule suivante.

Note de l'offre A = (Montant de l'offre la moins disante x Pondération) / Montant de l'offre A

Sous détails des prix

La Commission ou le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de se faire communiquer les sous détails des prix unitaires ou les décompositions des prix forfaitaires qu'elle estimera nécessaires lors de l'examen des offres sans pour autant favoriser un candidat.

Rectification des offres

- En cas de discordance constatée dans l'offre, les indications portées en lettres sur l'état des prix forfaitaires et/ou le bordereau des prix unitaires, prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence.
- En cas de prix unitaire, les erreurs de multiplication, d'addition ou de report, qui seraient constatées dans ce détail estimatif, seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en considération.
- L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Le jugement des critères « valeur technique » se fera sur la base du mémoire technique que le candidat devra obligatoirement fournir.

Chaque élément inhérent aux sous-critères sera apprécié selon leur importance et la qualité technique constatée en comparaison avec l'ensemble des offres remises.

Les éléments seront appréciés en appliquant aux points maximum de chaque sous-critère le coefficient suivant :

- Très satisfaisant : 1
- Satisfaisant : 0,75
- Moyennement satisfaisant : 0,5
- Peu satisfaisant : 0,25
- Insatisfaisant : 0

Classement des offres

La somme des notes pondérées pour l'ensemble des critères permettra d'établir le classement final de l'ensemble des offres reçues.

8.3 Suite à donner à la consultation

8.3.1 Négociation

Dans le cadre de cette procédure, l'acheteur se réserve la possibilité d'ouvrir une phase de négociation. Le cas échéant, cette négociation comprendra une phase de régularisation des offres et/ou une phase d'optimisation des offres.

Ainsi, après une première analyse des offres sur la base des critères de jugement précités, il pourra être demandé à l'ensemble des soumissionnaires concernés de rendre leurs offres régulières.

Après élimination des offres inappropriées et/ou inacceptables, la personne publique se réserve la possibilité d'ouvrir une phase d'optimisation technique et/ou financière des offres avec les trois premiers candidats issus d'un premier classement établi en fonction des critères prévus au présent règlement. Cette négociation pourra donner lieu à une ou plusieurs auditions.

L'absence de réponse d'un candidat à cette invitation dans le délai imparti emporte le maintien de son offre initiale dans toutes ses composantes.

La négociation sera menée dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats. Les modalités de cette négociation seront précisées dans l'invitation à négocier. Celle-ci précisera les points de négociation ainsi que la date limite de transmission de la réponse du candidat. Les négociations pourront se dérouler en plusieurs étapes prenant la forme d'échanges écrits et/ou d'entretiens. A ce titre, le candidat est invité à produire dans l'acte d'engagement une adresse mail et fax permettant une correspondance certaine avec l'acheteur.

A l'issue de la négociation, les candidats remettent une nouvelle offre ou maintiennent leur offre initiale. Les offres remises après négociation ou les offres initiales maintenues sans évolution seront analysées et classées.

La durée de validité des offres négociées sera de 4 mois à compter de leur date limite de remise.

Le pouvoir adjudicateur pourra toutefois attribuer le contrat sur la base des offres initiales, sans négociation.

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

8.3.2 Point spécifique

Le marché ne pourra être attribué que si l'offre classée première répond :

- d'une part à l'enveloppe allouée aux travaux,
- et d'autre part à un impact plafond ou maximum de l'opération sur le prix de l'eau pour les usagers, fixé par la collectivité.

Si ces conditions ne sont remplies, la consultation pourra être classée « sans suite » par le pouvoir adjudicateur, et éventuellement être relancée.

9 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

9.1 Adresses supplémentaires et points de contact

Les candidats devront transmettre toute demande d'information en vue de renseignements complémentaires concernant cette consultation par l'intermédiaire du profil d'acheteur du maître d'ouvrage.

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

9.2 Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Caen
3-5 Rue Arthur le Duc
BP 25086
14050 CAEN CEDEX 4

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Greffes du Tribunal Administratif de Caen
BP 25086
14000 CAEN CEDEX 4
Tél : 02 31 70 72 72
Télécopie : 02 31 52 42 17
Courriel : greffe.ta-caen@juradm.fr